

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie

(Dernière mise à jour: 21/09/2023)

Informations générales

- **Les conventions fiscales de la Mauritanie peuvent être consultées à l'adresse :**
http://impots.gov.mr/DGI/documentation/conventions_ratifiees_en_vigueur.html
- **La demande de procédure amiable doit être adressée à :**
Direction générale des impôts de la Mauritanie
Direction de la législation et du contentieux
Avenue Unité Nationale (en face du Ministère de l'Enseignement Supérieur)
Nouakchott - Mauritanie
BP 54120

Courriel : dgi@finances.gov.mr
- **La demande d'APP doit être adressée à :**
Il n'existe pas de régime APP en Mauritanie.

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Prévention des différends

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
A. Prévention des différends				
1.	Les accords obtenus par votre autorité compétente en vue de résoudre des difficultés ou de lever des incertitudes liées à l'interprétation ou à l'application de vos conventions fiscales en lien avec des questions de nature générale qui concernent ou qui pourraient concerner une catégorie de contribuables sont-ils publiés?	N/A	Cette situation ne s'est jamais présentée.	
2.	Des programmes bilatéraux d'APP ⁴ sont-ils mis en œuvre ? Si oui :	Non	Il n'existe pas de régime APP en Mauritanie.	
a.	<ul style="list-style-type: none"> L'extension⁵ des APP est-elle prévue dans les programmes bilatéraux d'APP ? 	N/A		
b.	<ul style="list-style-type: none"> Un délai spécifique est-il défini pour le dépôt d'une demande d'APP ? 	N/A		
c.	<ul style="list-style-type: none"> Les règles, lignes directrices et procédures relatives à l'accès des contribuables aux APP bilatéraux et à leur utilisation, ainsi que les informations et documents spécifiques qui doivent accompagner la demande d'APP bilatéral du contribuable, sont-elles publiquement disponibles ? 	N/A		

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Prévention des différends

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
d.	<ul style="list-style-type: none"> Une demande d'APP bilatéral entraîne-t-elle un coût pour le contribuable ? 			
e.	<ul style="list-style-type: none"> Des statistiques relatives aux APP bilatéraux sont-elles publiquement disponibles ? 			
3.	Une formation est-elle dispensée à vos agents chargés de vérifier/contrôler les contribuables pour s'assurer que la position des agents est conforme aux dispositions de vos conventions fiscales ?	Oui	Plusieurs formations ont été dispensées à ce jour. Par ailleurs, les fonctionnaires mauritaniens ont également suivi la formation KSP sur les conventions fiscales.	
4.	D'autres informations sont-elles communiquées concernant la prévention des différends relatifs aux conventions fiscales ?	Non	Une circulaire sur la procédure amiable est en cours d'élaboration.	

Notes :

- Un APP est un « accord qui permet de déterminer, préalablement à des transactions entre entreprises associées, un ensemble de critères appropriés (notamment la méthode à utiliser, les éléments de comparaison et les ajustements à y apporter, les hypothèses principales quant à l'évolution future) en vue de déterminer le prix de transfert applicable à ces transactions pendant une période donnée » (voir la définition d'un APP dans les **Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales** (Principes en matière de prix de transfert)).
- Dans certaines situations, les problèmes résolus au moyen d'un APP sont pertinents pour des exercices fiscaux antérieurs qui ne faisaient pas partie du champ initial de l'APP. Le concept « d'extension » est décrit plus en détail au paragraphe 4.136 de la section F (Accords préalables en matière de prix de transfert) du chapitre IV des Principes en matière de prix de transfert et au paragraphe 69 de la section D.4.2 (Possibilité d'application rétroactive (« retour en arrière »)) de l'annexe au chapitre IV (Principes pour la conclusion d'accords préalables en matière de prix dans le cadre de la procédure

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Prévention des différends

amiable (« APP PA »)) des Principes en matière de prix de transfert. En termes simples, « l'extension » d'un APP désigne le fait d'appliquer le résultat d'un APP à des exercices fiscaux antérieurs qui ne faisaient pas partie du champ initial de l'APP.

¹ Veuillez répondre « OUI » si la réponse de votre juridiction à la question est Oui.

Veuillez répondre « NON » si la réponse de votre juridiction à la question est Non.

Veuillez indiquer « VOIR EXPLICATION DÉTAILLÉE » si votre juridiction estime que « OUI » ou « NON » n'est pas la bonne réponse à la question.

² Veuillez donner une explication détaillée de la réponse de votre juridiction à la question. La description doit permettre aux lecteurs de bien comprendre le domaine couvert par la question, pour pouvoir dans un second temps se référer à des détails propres à ce domaine en fonction des informations et instructions disponibles publiquement.

³ Veuillez indiquer l'adresse électronique où les informations sont disponibles. Si les informations ne sont pas disponibles en ligne, veuillez indiquer où elles peuvent être consultées. Si votre juridiction n'a pas communiqué d'informations ou d'instructions, veuillez indiquer « information non disponible ». Pour renseigner ce champ, veuillez mentionner toutes les règles, lignes directrices ou orientations publiées par votre juridiction qui ont trait à la question posée. Il convient d'indiquer l'adresse électronique permettant d'accéder à ces règles, lignes directrices ou orientations, et de citer la ou les sections, paragraphes et pages spécifiques de ces documents où se trouvent les informations correspondantes.

⁴ Un APP est un « accord qui permet de déterminer, préalablement à des transactions entre entreprises associées, un ensemble de critères appropriés (notamment la méthode à utiliser, les éléments de comparaison et les ajustements à y apporter, les hypothèses principales quant à l'évolution future) en vue de déterminer le prix de transfert applicable à ces transactions pendant une période donnée » (voir la définition d'un APP dans les Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales (Principes en matière de prix de transfert)).

⁵ Dans certaines situations, les problèmes résolus au moyen d'un APP sont pertinents pour des exercices fiscaux antérieurs qui ne faisaient pas partie du champ initial de l'APP. Le concept « d'extension » est décrit plus en détail au paragraphe 4.136 de la section F (Accords préalables en matière de prix de transfert) du chapitre IV des Principes en matière de prix de transfert et au paragraphe 69 de la section D.4.2 (Possibilité d'application rétroactive (« retour en arrière »)) de l'annexe au chapitre IV (Principes pour la conclusion d'accords préalables en matière de prix dans le cadre de la procédure amiable (« APP PA »)) des Principes en matière de prix de transfert. En termes simples, « l'extension » d'un APP désigne le fait d'appliquer le résultat d'un APP à des exercices fiscaux antérieurs qui ne faisaient pas partie du champ initial de l'APP.

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Disponibilité et recours à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
B. Disponibilité et recours à la procédure amiable				
5.	Les cas portant sur les prix de transfert entrent-ils dans le champ d'application de la procédure amiable ?	Oui		
6.	Les questions relatives à l'application de la disposition anti-abus contenue dans la convention entrent elles dans le champ d'application de la procédure amiable ?	Oui		
7.	Les questions relatives à l'application de la disposition anti-abus contenue dans le droit interne entrent-elles dans le champ d'application de la procédure amiable ?	N/A		
8.	Les questions ayant déjà fait l'objet d'une transaction entre l'autorité fiscale et le contribuable entrent elles dans le champ de la procédure amiable?	Oui		
9.	Les cas portant sur la double imposition résultant d'ajustements à l'étranger à l'initiative d'un contribuable agissant de bonne foi entrent-ils dans le champ de la procédure amiable ?	N/A	Ce cas ne s'est jamais produit.	

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Disponibilité et recours à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
10.	Y a-t-il d'autres questions relatives à la convention non couvertes par les points 5 à 9 qui n'entrent pas dans champ de la procédure amiable ?	Non		
11.	Les contribuables sont-ils autorisés à demander une assistance amiable dans les cas où ils ont tenté de résoudre le différend en exerçant les recours administratifs et judiciaires prévus par le droit interne de votre juridiction ?	Oui		
12.	Les contribuables sont-ils autorisés à demander une assistance amiable dans les cas où le différend a déjà été tranché par l'exercice des recours administratifs et judiciaires prévus par le droit interne de votre juridiction ?	Oui		
13.	Les règles, lignes directrices et procédures relatives à l'accès des contribuables à la procédure amiable et à son utilisation, ainsi que les informations et documents spécifiques qui doivent accompagner la demande d'assistance amiable du contribuable, sont-elles publiquement disponibles ?	Non	Une circulaire sur la procédure amiable est en cours d'élaboration.	

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Disponibilité et recours à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
14.	Un délai spécifique est-il fixé pour le dépôt d'une demande de procédure amiable ?	Oui	Le délai dépend des stipulations de chaque convention de non double imposition conclu par la Mauritanie.	
15.	Des orientations sur les procédures amiables multilatérales sont-elles publiquement disponibles ?	Non	Une circulaire sur la procédure amiable est en cours d'élaboration.	
16.	Les procédures de recouvrement sont-elles suspendues pendant la durée de la procédure amiable ?	Non		
17.	Une demande de procédure amiable entraîne-t-elle des coûts pour le contribuable ?	Non		
18.	D'autres informations sont-elles communiquées concernant la disponibilité de la PA et l'accès à la procédure amiable ?	Non	Une circulaire sur la procédure amiable est en cours d'élaboration.	

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Résolution des cas soumis à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
C. Résolution des cas soumis à la procédure amiable				
19.	Des délais types sont-ils prévus pour les mesures prises par votre autorité compétente entre la réception d'un cas de procédure amiable et le règlement de ce cas, et ces délais sont-ils communiqués aux contribuables ?	Non	La circulaire sur la procédure amiable en cours d'élaboration précisera ce point.	
20.	Des statistiques relatives aux délais nécessaires pour régler les différends soumis à la procédure amiable sont-ils publiquement disponibles ?	N/A	La Mauritanie n'a eu aucun cas de procédure amiable à ce jour.	
21.	Les intérêts ou pénalités résultant d'ajustements opérés conformément à un accord amiable sont-ils supprimés ou pris en compte dans le cadre de la procédure amiable ?	Oui		
22.	Les rôles et fonctions de l'entité chargée de la procédure amiable sont-ils communiqués publiquement ? Par exemple, l'énoncé de mission de cette entité est-il disponible dans le rapport annuel de l'organisation ?	Oui	Les missions de la DGI sont mentionnées dans l'organigramme du Ministère des Finances.	
23.	Le mécanisme d'arbitrage dans le cadre de la procédure amiable est-il actuellement proposé pour le règlement de différends	Non		

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Résolution des cas soumis à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
	relatifs à une convention fiscale dans l'une de vos conventions fiscales ? Si tel n'est pas le cas :			
a.	<ul style="list-style-type: none"> • Votre droit interne (votre constitution, par exemple) restreint-il les possibilités d'inclure l'arbitrage dans le cadre de la procédure amiable dans vos conventions fiscales ? 	Non		
b.	<ul style="list-style-type: none"> • Votre politique en matière de conventions fiscales vous autorise-t-elle à inclure une clause sur l'arbitrage dans le cadre de la procédure amiable dans vos conventions ? 	Non		
24.	L'explication de l'articulation entre la procédure amiable et les recours judiciaires et administratifs prévus par le droit interne est-elle publiquement disponible ? Si oui :	Non	La circulaire sur la procédure amiable en cours d'élaboration précisera ce point.	
a.	<ul style="list-style-type: none"> • Ces instructions traitent-elles la question de savoir si l'autorité compétente se considère légalement obligée de suivre une décision d'une autorité judiciaire nationale dans le cadre de la procédure amiable ou si elle ne dérogera pas à une telle décision en vertu de politiques ou pratiques administratives ? 			

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Résolution des cas soumis à la procédure amiable

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
25.	Les contribuables sont-ils autorisés à demander le règlement par la procédure amiable de questions relatives aux différends fiscaux pour lesquels des déclarations ont été produites ?	N/A		
26.	Toutes les conventions fiscales conclues par votre juridiction contiennent-elles une disposition qui obligerait votre juridiction à effectuer des ajustements corrélatifs ou à accorder l'accès à la procédure amiable dans le cas d'une double imposition économique qui résulterait d'un ajustement primaire des prix de transfert (autrement dit, le paragraphe 2 de l'article 9 du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE ou des Nations Unies est-il inclus dans l'ensemble de vos conventions fiscales) ?	Non		
27.	D'autres informations sont-elles disponibles sur le règlement des cas soumis à la procédure amiable ?	N/A		

Profil sur le règlement des différends de la Mauritanie - Mise en œuvre des accords amiables

s/n		Réponse ¹	Explication détaillée ²	Adresse où des informations et orientations publiquement disponibles peuvent être consultées ³
D. Mise en œuvre des accords amiables				
28.	Lorsque l'accord obtenu devant votre autorité compétente à l'issue de la procédure amiable entraîne un impôt supplémentaire à la charge du contribuable, des informations sont-elles publiées sur le délai dans lequel le contribuable peut espérer que sa situation fiscale sera rectifiée pour tenir compte de cet accord et/ou pour le paiement de cet impôt supplémentaire ?	N/A	La circulaire sur la procédure amiable en cours d'élaboration précisera ce point.	
29.	Lorsque l'accord obtenu devant votre autorité compétente à l'issue de la procédure amiable entraîne un remboursement de l'impôt dû ou acquitté par le contribuable, des informations sont-elles publiées sur le délai dans lequel le contribuable peut espérer que sa situation fiscale sera rectifiée pour tenir compte de cet accord et/ou pour le remboursement de l'impôt acquitté ?	N/A		
30.	Tous les accords amiables obtenus sont-ils appliqués indépendamment des éventuels délais de prescription prévus par votre droit interne ?	Oui		
31.	D'autres informations sont-elles disponibles sur l'application des accords amiables ?	N/A		